



**ARRETE AU TITRE DE L'ARTICLE L122-3 DU CODE DE LA
CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE L'ETAT**

DESCRIPTION DE LA DEMANDE

Référence dossier : AT 059172 25 C0022
Déposée le : 29/10/2025
Avis de dépôt
affiché le : ... 29/10/2025

Par : MAIRIE DE DENAIN représentée par Madame Anne-Lise DUFOUR-TONINI
Demeurant à : 120 rue de Villars
59220 DENAIN

Pour : Le réaménagement et l'agrandissement de la zone affectée à la crèche « le chemin »

Terrain sis à : ... 640 rue Berthelot- 59220 DENAIN

LE MAIRE

VU la demande d'autorisation de travaux n° AT 059172 25 C0022 déposée le 29/10/2025 par la MAIRIE DE DENAIN représentée par Madame Anne-Lise DUFOUR-TONINI - 120 rue de Villars 59220 DENAIN et concernant le réaménagement et l'agrandissement de la zone affectée à la crèche « le chemin »
640 rue Berthelot - à DENAIN,

VU l'article L 122-3 du code de la construction et de l'habitation,

VU les articles R122-10 à R122-20 du code de la construction et de l'habitation,

VU la délibération n° 11 du 11 avril 2024 autorisant Madame le Maire à déposer au nom de la commune une demande d'autorisation de modifier un établissement recevant du public (ERP) pour des aménagements non soumis à permis,
VU le procès-verbal en date du 27 novembre 2025 concluant à l'avis favorable de la commission d'accessibilité d'arrondissement Valenciennes,

VU le procès-verbal en date du 15 décembre 2025 concluant à l'avis favorable de la commission de l'arrondissement de VALENCIENNES pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

A R R E T E

Article 1. Les travaux décrits dans la demande susvisée sont **AUTORISES**.

Article 2. Les prescriptions énoncées dans les procès-verbaux de la commission de sécurité et d'accessibilité devront être intégralement respectées.

Fait à DENAIN

Le **13 JAN. 2026**

Le Maire,
Anne-Lise DUFOUR-TONINI

Par délégation du Maire

Jean-Pierre CRASNAULT
Adjoint au Maire

Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif de Lille d'un recours contentieux.